

Appréciation portée sur la conjoncture par les délégués aux relations avec l'économie régionale

Résumé du rapport destiné à la Direction générale de la Banque nationale suisse pour l'examen trimestriel de la situation de mars 2008

Les délégués de la Banque nationale suisse aux relations avec l'économie régionale sont en contact permanent avec de nombreuses entreprises des divers secteurs et branches de l'économie. Leurs rapports, qui reflètent une appréciation subjective des entreprises, constituent une source supplémentaire d'informations pour porter un jugement sur la situation économique. Les principaux résultats tirés des entretiens sur la situation actuelle et future de l'économie, entretiens qui ont été menés durant les mois de décembre 2007 à février 2008, sont résumés ci-après.

Résumé

Les quelque 170 représentants de divers secteurs et branches économiques avec lesquels les délégués aux relations avec l'économie régionale se sont entretenus entre décembre 2007 et février 2008 ont estimé pour la plupart que la marche des affaires était bonne. Cette appréciation concerne surtout l'industrie, mais aussi les branches axées sur la consommation, telles que le commerce de détail et le tourisme. Par contre, les interlocuteurs du secteur bancaire ont exprimé des avis plus réservés. Le secteur bancaire ressent fortement les effets de la morosité des bourses.

Les interlocuteurs se sont généralement montrés confiants en ce qui concerne les prochains trimestres. Des investissements importants sont prévus, pour cette année également, étant donné le taux élevé d'utilisation des capacités. Les turbulences sur les marchés financiers et leurs répercussions encore incertaines ont toutefois refroidi le climat par rapport à ce qui ressortait des entretiens menés en automne 2007, si bien qu'il n'a plus guère été question d'euphorie. Les banques comme les entreprises ont affirmé que les conditions de crédit n'avaient pas été resserrées. Mais le cours bas du dollar et la hausse des prix de l'énergie, des matières premières industrielles et des produits agricoles font sentir sensiblement leurs effets. En outre, les interlocuteurs ont estimé que le recrutement de spécialistes restait difficile.

1 Production

Industrie

Après une année 2007 dans l'ensemble excellente, la plupart des entreprises de l'industrie manufacturière ont bien commencé la nouvelle année. Les objectifs ont généralement été atteints, voire dépassés. Pour 2008, la progression visée des chiffres d'affaires est toutefois inférieure à celle de 2007. Grâce aux carnets de commandes toujours bien étoffés, de nombreuses entreprises disposaient de réserves de travail jusqu'à la moitié de l'année au moins. Comme précédemment, les principales impulsions venaient des pays de l'UE, d'Europe de l'Est (Russie) et d'Asie (Chine). Quelques interlocuteurs ont cependant signalé un recul, sensible dans certains cas, de la demande émanant des Etats-Unis. Ce recul a surtout touché les fournisseurs de l'industrie automobile et de la construction; les entreprises d'autres branches n'ont guère ou pas (encore) senti de ralentissement. Grâce à la forte diversification géographique des débouchés, la baisse de la demande américaine a pu être fréquemment compensée par une hausse des chiffres d'affaires dans d'autres régions. Les capacités, tant sur le plan technique que sur celui du personnel, étaient encore fortement utilisées dans la plupart des branches, ce qui continuait à entraîner des retards dans la production et la prolongation des délais de livraison. L'acquisition de matières premières était toujours difficile, mais la situation semblait s'être quelque peu détendue.

Cette image positive ressort de presque toutes les branches. Des impulsions découlaient en particulier des investissements dans les domaines de l'électricité et du trafic – de tels investissements sont importants au niveau mondial et peu sensibles à la conjoncture –, mais également des efforts accrus en vue d'une utilisation plus rationnelle des matières premières et de l'énergie. De nombreux interlocuteurs ont cependant signalé qu'ils tablaient sur un tassement des entrées de commandes au cours de l'année, quand bien même ils n'avaient pas encore décelé d'indices concrets étayant une telle perspective. Leur opinion reposait sur le fait qu'une normalisation est inéluctable et souhaitable étant donné les signes de surchauffe qui subsistent.

Services

Les représentants des branches fournissant des services aux consommateurs se sont montrés une nouvelle fois très satisfaits de la marche des affaires. Après une période de Noël estimée majoritairement

excellente, le commerce de détail a annoncé, pour janvier et février, une évolution favorable des chiffres d'affaires et une forte propension de la clientèle à dépenser. Cette constatation s'applique aux grands distributeurs comme aux commerces de plus petite taille. Quelques interlocuteurs ont cependant été un peu plus réservés au sujet des perspectives pour 2008 et avaient revu leurs objectifs en termes de chiffres d'affaires. Cela concerne notamment la branche de l'automobile. L'appréciation plus modérée des perspectives a jusqu'ici porté principalement sur le segment du milieu de gamme et moins sur les articles de luxe et de haut de gamme. Dans les régions frontalières, le commerce de détail a continué à bénéficier du recul, dû à l'évolution des cours de change, des achats effectués par les résidents dans les régions étrangères limitrophes.

Les interlocuteurs du tourisme ont eux aussi donné une image positive de la situation. Grâce à des conditions météorologiques favorables, à un bon enneigement et à une forte propension des hôtes à dépenser, la saison d'hiver a permis d'enregistrer çà et là des résultats records. Les interlocuteurs étaient généralement optimistes en ce qui concerne les perspectives. Les séjours des résidents et des touristes venant de l'UE, d'Asie et d'Europe de l'Est ont évolué très favorablement, ce qui a probablement compensé le recul du nombre de touristes en provenance des Etats-Unis. Les villes ont bénéficié de la demande toujours soutenue de séminaires d'entreprises et de congrès. Dans ce domaine, on a toutefois signalé des annulations, notamment de la part du secteur bancaire.

Du côté des services aux entreprises, les opinions étaient moins homogènes. Alors que les interlocuteurs de la branche informatique étaient très confiants, ceux des transports et de la logistique ont mentionné un tassement des opérations transfrontières. En outre, des effets modérateurs découlaient de la hausse des coûts des transports. Dans les conseils aux entreprises, plusieurs interlocuteurs comptant des banques parmi leur clientèle ont exprimé une inquiétude accrue.

Etant donné les turbulences sur les marchés financiers et la faiblesse des bourses, les banques se sont montrées moins optimistes qu'elles ne l'étaient encore il y a quelques mois au sujet de l'environnement économique. Cette évolution a touché en particulier les établissements axés essentiellement sur la gestion de fortune. Les dépôts de titres de la clientèle ont diminué, et celle-ci a fait preuve de retenue dans ses opérations. De nombreux interlocu-

teurs s'attendaient par conséquent à des commissions bancaires en recul d'une année à l'autre. Les crédits bancaires ont continué à évoluer positivement, mais les marges dans ce domaine subissaient toujours des pressions à la baisse. Compte tenu du ralentissement observé dans la construction de logements, les banques tablaient sur un affaiblissement de la croissance des hypothèques. Dans le domaine des crédits aux entreprises, l'évolution a été robuste, et les banques estimaient que la situation économique de leur clientèle était toujours bonne. Elles ont affirmé ne pas avoir resserré leurs conditions de crédit, ce que les représentants des entreprises ont confirmé dans leurs entretiens. Quelques entreprises ont néanmoins fait part de leur inquiétude face au prochain renouvellement de leur crédit.

Construction et immobilier

Les représentants de la construction ont continué à exprimer leur satisfaction en ce qui concerne leur environnement économique, bien qu'ils aient pour la plupart constaté un ralentissement dans le segment du logement. Dans de nombreuses entreprises, la réserve de travail était telle qu'elle couvrirait une grande partie de l'année 2008. Des impulsions positives découlaient des constructions destinées à l'industrie et des grands projets du secteur public. Les branches du second œuvre, qui bénéficient du dynamisme de l'activité dans la rénovation et des efforts pour réduire la consommation d'énergie, étaient satisfaites de la marche de leurs affaires. Pour ce qui a trait à l'évolution du marché de l'immobilier, les interlocuteurs sont restés nuancés. Dans quelques régions, la hausse des prix semblait se modérer, notamment dans le segment du haut de gamme, ce qui s'explique par l'offre plus étoffée de logements et par la sensibilité accrue que les acquéreurs potentiels, en particulier les étrangers, ont manifestée face aux prix pratiqués. Dans d'autres régions, la demande était toujours forte, et les prix de l'immobilier continuaient à augmenter.

2 Marché du travail

De nombreux interlocuteurs envisageaient d'accroître leurs effectifs en 2008 également. Mais les besoins en main-d'œuvre supplémentaire se font sentir un peu moins fortement qu'en 2007. Les entreprises recourent de plus en plus fréquemment à des emplois à durée limitée pour couvrir leurs besoins.

Le recrutement de main-d'œuvre qualifiée reste difficile et coûteux, tant sur le marché national qu'à l'étranger. Les taux de rotation du personnel sont eux aussi restés élevés. Pour 2008, la plupart des interlocuteurs ont accordé des hausses de salaires supérieures à celles de l'année précédente. Presque tous ont signalé de fortes pressions à la hausse sur les salaires; ces pressions n'ont cependant suscité des inquiétudes que dans de rares cas.

3 Prix, marges et situation bénéficiaire

La hausse des prix de l'énergie, des matières premières et des produits agricoles a causé de vives inquiétudes. La marge dont dispose l'industrie pour adapter ses prix s'est certes accrue dans la phase de reprise de la conjoncture qui a caractérisé ces dernières années. Mais une concurrence toujours âpre règne dans de nombreux domaines. Souvent, elle ne permet pas de répercuter pleinement la hausse des coûts sur les prix de vente. Pour maintenir leurs marges, les entreprises sont donc sans cesse contraintes d'accroître la productivité. Au début de l'année, les grands distributeurs ont relevé les prix de nombreuses denrées alimentaires de base, telles que le pain, la farine et les produits laitiers, répercutant ainsi, du moins partiellement, la hausse des prix des céréales et du lait. La clientèle ne s'est manifestement pas opposée à ces hausses de prix. Etant donné la concurrence toujours forte, le commerce de détail s'attendait toutefois au maintien des pressions à la baisse sur les prix.

Pour de nombreux exportateurs, le bas niveau du cours du dollar implique une réduction sensible des marges. Un relèvement des prix en dollars n'est possible que dans de rares cas. Les exportateurs qui facturent en francs sont souvent contraints d'accorder des rabais. Plusieurs entreprises s'efforcent d'imposer une facturation en euros des produits qu'elles écoulent dans les pays asiatiques de la zone dollar. En revanche, les exportateurs ont continué à être satisfaits de l'évolution du cours de l'euro. Les produits provenant des pays de l'UE ont certes renchéri du fait du cours toujours élevé de l'euro, mais ces hausses de prix peuvent être répercutées sur la clientèle, en particulier dans le domaine des biens de consommation.